



**Direction Générale
Des Services**

VILLE DE GRASSE

REGLEMENT INTERIEUR

DU

CONSEIL MUNICIPAL

SOMMAIRE

| | Pages |
|---|-----------|
| CHAPITRE I – REUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL | 4 |
| Article I - 1 – Périodicité des séances | 4 |
| Article I - 2 – Convocations | 4 |
| Article I - 3 – Ordre du jour | 4 |
| Article I - 4 – Accès aux dossiers | 5 |
| Article I - 5 – Questions orales | 5 |
| Article I - 6 – Questions écrites | 5 |
| CHAPITRE II – TENUE DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL | 5 |
| Article II - 1 – Présidence | 5 |
| Article II - 2 – Quorum | 6 |
| Article II - 3 – Pouvoirs | 6 |
| Article II - 4 – Secrétaire de séance | 7 |
| Article II - 5 – Accès et tenue du public | 7 |
| Article II - 6 – Enregistrement des débats | 7 |
| Article II - 7 – Séance à huis clos | 7 |
| Article II - 8 – Police de l'assemblée | 8 |
| CHAPITRE III – DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS | 8 |
| Article III - 1 – Déroulement de la séance | 8 |
| Article III - 2 – Débats ordinaires | 9 |
| Article III - 3 – Débats d'orientations budgétaires | 9 |
| Article III - 4 – Suspension de séance | 9 |
| Article III - 5 – Amendements | 9 |
| Article III - 6 – Référendum locaux | 10 |
| Article III - 7 – Consultation des électeurs | 10 |
| Article III - 8 – Votes | 10 |
| Article III - 9 – Clôture de toute discussion | 11 |
| CHAPITRE IV – COMPTES RENDUS DES DEBATS ET DES DECISIONS | 11 |
| Article IV - 1 – Procès-verbaux | 11 |
| Article IV - 2 – Comptes rendus | 12 |
| CHAPITRE V – COMMISSIONS MUNICIPALES ET COMITES CONSULTATIFS | 12 |
| Article V - 1 – Commissions municipales | 12 |
| Article V - 2 – Commission d'appel d'offres | 13 |
| Article V - 3 – Commission consultative des services publics locaux | 13 |
| Article V - 4 – Commission communale d'accessibilité | 14 |
| Article V - 5 – Missions d'Information et d'évaluation | 14 |
| Article V - 6 – Conseils de quartier ou Conseil citoyen | 15 |
| Article V - 7 – Comités consultatifs | 16 |

| | |
|--|-----------|
| CHAPITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES | 16 |
| Article VI - 1 – Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux | 16 |
| Article VI - 2 – Bulletin d'information générale | 17 |
| Article VI - 3 – Désignation des délégués dans organismes extérieurs | 17 |
| Article VI - 4 – Retrait d'une délégation à un Adjoint | 17 |
| Article VI - 5 – Conférence des Présidents | 17 |
| Article VI - 6 – Modification du règlement | 18 |
| Article VI - 7– Application du règlement | 18 |

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser les modalités relatives au fonctionnement interne du conseil municipal, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

CHAPITRE I – REUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE I - 1 – PERIODICITE DES SEANCES (articles L.2121-7 et 9 du du CGCT)

Le Conseil Municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet. Par dérogation aux dispositions de l'article L. 2121-12, la convocation est adressée aux membres du conseil municipal trois jours francs au moins avant celui de cette première réunion

Le Maire peut réunir le Conseil Municipal chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximum de 30 jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le Département ou par le tiers au moins des membres du Conseil Municipal en exercice.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le Département peut abréger ce délai.

ARTICLE I - 2 – CONVOCATIONS (articles L.2121-10 et 12 du du CGCT)

Toute convocation est faite par le Maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée aux conseillers municipaux par écrit, sous quelque forme que ce soit, à leur domicile sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion.

La convocation peut à la demande expresse des conseillers municipaux être adressée à l'adresse électronique de leur choix.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux Membres du Conseil Municipal.

Le délai de convocation est fixé à 5 jours francs.

En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc. Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil Municipal qui se prononce définitivement sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

ARTICLE I - 3 – ORDRE DU JOUR

Le Maire fixe l'ordre du jour. Il est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

ARTICLE I - 4 – ACCES AUX DOSSIERS (articles L.2121-12, 13 et 26 du du CGCT)

Tout membre du Conseil Municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Les dossiers correspondants pourront être consultés auprès des Services Municipaux aux heures d'ouverture au public. Ils sont tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la Mairie par tout conseiller municipal.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale, devra se faire sous couvert du maire ou de l'adjoint délégué, sous réserve de l'application de l'article L.2121-12 alinéa 2 du C.G.C.T et de l'article 1 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratifs, social et fiscal.

ARTICLE I - 5 – QUESTIONS ORALES (article L.2121-19 du du CGCT)

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général. Elles sont synthétiquement présentées par leur auteur. Elles font l'objet d'une réponse du Maire mais ne donnent pas lieu à débat, sauf demande à la majorité des conseillers municipaux présents.

Le texte des questions est adressé au maire 48 heures au moins avant une séance du conseil municipal et fait l'objet d'un accusé de réception. Lors de cette séance, le maire ou l'adjoint délégué compétent répond aux questions posées oralement par les conseillers municipaux. Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance. Le Maire peut également choisir de les renvoyer pour examen préalable aux commissions permanentes, si l'objet le justifie. Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

ARTICLE I - 6 – QUESTIONS ECRITES

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale.

CHAPITRE II – TENUE DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE II - 1 – PRESIDENCE (article L.2121-14 du du CGCT)

Le Conseil Municipal est présidé par le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président. Dans ce cas, le Maire peut, même quand il n'est plus en fonction, assister à la réunion, mais il doit se retirer au moment du vote.

La séance dans laquelle il est procédé à l'élection du Maire, est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Municipal.

Pour toute élection du maire ou des adjoints, les membres du conseil municipal sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12. La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

ARTICLE II - 2 – QUORUM (article L.2121-17 du du CGCT)

Le Conseil Municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses Membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L.2121-10 à L.2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le Conseil Municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être obtenu à l'ouverture de la séance, mais également lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par des Conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

ARTICLE II - 3 – POUVOIRS (article L.2121-20 du du CGCT)

Un conseiller municipal, empêché d'assister à une séance, peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs sont remis au Maire au plus tard lors de l'appel du nom du conseiller empêché. Ils peuvent être transmis par courrier, par fax ou par courrier électronique avant la séance du conseil.

Le mandataire remet la délégation de vote ou mandat au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations, doivent faire connaître au Maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Les conseillers qui entrent en séance après l'ouverture des débats doivent faire constater leur entrée par le secrétaire.

ARTICLE II - 4 – SECRETAIRE DE SEANCE (article L.2121-15 du du CGCT)

Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Dans la séance d'installation du Conseil Municipal, le benjamin du groupe majoritaire est nommé pour la durée du mandat pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire assiste le Maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la constatation des votes et le bon déroulement des scrutins éventuels. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

ARTICLE II - 5 – ACCES ET TENUE DU PUBLIC (article L.2121-18 du du CGCT)

Les séances des Conseils Municipaux sont publiques.

Aucune personne autre que les membres du Conseil Municipal ou de l'administration municipale ne peut pénétrer dans l'enceinte du Conseil Municipal sans l'autorisation du Président.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

ARTICLE II - 6 – ENREGISTREMENT DES DEBATS (article L.2121-18 du du CGCT)

Sans préjudice des pouvoirs que le Maire tient de l'article L.2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

A ce titre, sauf en cas de force majeure, les débats font l'objet d'un enregistrement en format audio numérique tenu à la disposition des conseillers municipaux qui en feront la demande auprès de la direction générale des services.

ARTICLE II - 7 – SEANCE A HUIS CLOS (article L.2121-18 du du CGCT)

Sur la demande de trois membres ou du Maire, le Conseil Municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil municipal. Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

ARTICLE II - 8 – POLICE DE L'ASSEMBLEE (article L.2121-16 du CGCT)

Le Maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre notamment en tenant des propos injurieux, diffamatoires...

En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Le Maire ou celui qui le remplace fait observer le présent règlement.

Tout membre du Conseil Municipal qui, par son comportement, aura troublé gravement le déroulement de la séance (injures, coups et blessures) pourra, par décision du Maire, être exclu de l'assemblée.

CHAPITRE III – DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS OU PROCEDURE DES DEBATS EN CONSEIL

Conformément à l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.

Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département. Lorsque le conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre. Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

ARTICLE III - 1 – DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le Maire, à l'ouverture de la séance, procède ou fait procéder par le secrétaire de séance à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si le quorum est atteint, cite les pouvoirs reçus. De même, il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour. Il soumet à l'approbation du conseil municipal les points urgents qui ne revêtent pas une importance capitale et qu'il propose de rajouter à l'examen du conseil municipal de ce jour. Il accorde immédiatement la parole en cas de réclamation concernant l'ordre du jour.

Le Maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal, conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Il peut être dérogé à cette règle pour des raisons d'urgence et avec l'assentiment du Conseil.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé oral sommaire par le Maire ou les rapporteurs désignés par le Maire.

Cette présentation peut être précédée d'une intervention du Maire ou de l'adjoint compétent.

Sur proposition du Maire ou de l'un de ses membres, le conseil peut décider de retirer une question prévue à l'ordre du jour.

ARTICLE III - 2 – DEBATS ORDINAIRES

Le Maire assure la police de l'assemblée.

La parole est accordée aux conseillers municipaux qui la demandent, dans le respect du droit et de la liberté d'expression.

Aucun conseiller municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du Maire ou du Président de séance qui le remplace.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Si un orateur s'écarte de la question ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance, par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le maire qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article L. 2121-16 du code général des collectivités territoriales.

Après clôture du débat par le Maire et pendant le vote d'une affaire soumise à délibération, aucune reprise de parole n'est accordée sous peine d'un rappel à l'ordre.

ARTICLE III - 3 – DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (article L.2312-1 du du CGCT)

Conformément à l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales, le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune, dans un délai de deux mois précédant l'examen.

Le débat d'orientation budgétaire aura lieu chaque année, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il donnera lieu à délibération et sera enregistré au procès verbal de séance.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement.

ARTICLE III - 4 – SUSPENSION DE SEANCE

La suspension de séance est décidée par le Président de séance. Il revient au Président de fixer la durée des suspensions de séance.

ARTICLE III - 5 – AMENDEMENTS

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil municipal. Les amendements peuvent être présentés par oral et les contre-projets doivent être présentés par écrit au maire. Le conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

ARTICLE III - 6 – REFERENDUM LOCAL

Conformément à l'article L.O. 1112-1 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut soumettre à référendum local tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de cette collectivité.

Aux termes de l'article L.O. 1112-2 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut seul proposer au conseil municipal de soumettre à référendum local tout projet d'acte relevant des attributions qu'il exerce au nom de la collectivité, à l'exception des projets d'acte individuel.

En application de l'article L.O. 1112-3 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois avant la transmission de la délibération au représentant de l'Etat, convoque les électeurs et précise l'objet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs.

ARTICLE III - 7 – CONSULTATION DES ELECTEURS

Aux termes de l'article L. 1112-15 du code général des collectivités territoriales, les électeurs d'une commune peuvent être consultés sur les décisions que les autorités de la commune envisagent de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie du territoire du ressort de la collectivité, pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité.

En application de l'article L. 1112-16 du code général des collectivités territoriales, dans une commune, un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales, peuvent demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour du conseil municipal, l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de cette assemblée. Dans l'année, un électeur ne peut signer qu'une seule demande tendant à l'organisation d'une consultation par une même collectivité territoriale.

La décision d'organiser la consultation appartient au conseil municipal.

Conformément à l'article L. 1112-17 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal arrête le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour de scrutin et convoque les électeurs. Elle est transmise deux mois au moins avant la date du scrutin au représentant de l'Etat.

ARTICLE III - 8 – VOTES (articles L.2121-20 et L.2121-21 du CGCT)

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage des voix et, sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

- 1) soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame,
- 2) soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours au scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le conseil municipal vote de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le Président et le secrétaire qui compte, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et contre.

Le vote du compte administratif (cf. article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales) présenté annuellement par le maire doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

ARTICLE III - 9 – CLOTURE DE TOUTE DISCUSSION

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Président de séance.

Il appartient au président de séance, seul, de mettre fin aux débats.

CHAPITRE IV – COMPTES RENDUS DES DEBATS ET DES DECISIONS

ARTICLE IV - 1 – PROCES - VERBAUX

Aux termes de l'article L. 2121-23 du code général des collectivités territoriales, les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

Les séances publiques du conseil municipal donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.

Une fois établi, le procès-verbal est tenu à la disposition des membres du conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Chaque procès-verbal est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres du conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Les contestations sont purement formelles et ne peuvent en aucun cas entraîner la reprise du débat sur le fond.

ARTICLE IV - 2 – COMPTES RENDUS (*article L.2121-25 du CGCT*)

Le compte rendu de la séance est affiché dans la huitaine en mairie principale. Il présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du conseil.

Le compte-rendu est tenu à la disposition des conseillers municipaux, de la presse et du public.

CHAPITRE V – COMMISSIONS et COMITES CONSULTATIFS

ARTICLE V - 1 – COMMISSIONS MUNICIPALES

Conformément à l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil Municipal forme des commissions chargées d'étudier les questions qui leur sont soumises et en particulier les projets de délibérations intéressant leur secteur d'activités.

Chaque commission examine ainsi les projets de délibérations de sa compétence avant leur présentation en conseil municipal.

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront. La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice-président.

Elles sont convoquées par le Maire qui en est le Président de droit. Lors de la première réunion, la commission désigne un Vice Président qui peut les convoquer et les présider si le Maire est absent ou empêché.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller à son domicile 5 jours avant la tenue de la réunion. Elles peuvent traiter de dossiers qui ne feront pas obligatoirement l'objet d'une délibération.

Chaque conseiller aura la faculté d'assister, en sa qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre après en avoir informé son président 2 jours au moins avant la réunion.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents. Les commissions se réunissent valablement quel que soit le nombre de présents.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions. Elles statuent à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum soit exigé.

Elles élaborent un relevé de décision sur les affaires étudiées. Ce relevé peut être communiqué à l'ensemble des membres du conseil, à leur demande.

A la demande du Président de séance, les commissions peuvent entendre des personnalités qualifiées extérieures.

ARTICLE V - 2 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'article 22 du Code des marchés publics, il est créé une commission d'appel d'offres à caractère permanent. Elle est composée du maire ou son représentant, président, et cinq membres du conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Les membres de la commission ont voix délibérative. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

La commission d'appel d'offres peut faire appel au concours d'agents du pouvoir adjudicateur compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

Aux termes de l'article 23 du Code des marchés publics, peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres :

- Un ou plusieurs membres du service technique compétent du pouvoir adjudicateur ou d'un autre pouvoir adjudicateur pour suivre l'exécution des travaux ou effectuer le contrôle de conformité lorsque la réglementation impose le concours de tels services ou lorsque le marché porte sur des travaux subventionnés par l'Etat ;
- Des personnalités désignées par le président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation ;

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission d'appel d'offres, le comptable public et un représentant du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Les conditions d'intervention de cette commission sont régies conformément aux dispositions du chapitre II du Titre III du Code des marchés publics.

ARTICLE V - 3 - COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

Conformément à l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales, il est créé une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission, présidée par le maire, comprend des membres du conseil municipal, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par le conseil municipal.

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

- Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;
- Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement et sur les services de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères visés à l'article L. 2224-5 ;
- Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- Le rapport mentionné à l'article L. 1414-14 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat.

Elle est consultée pour avis par le conseil municipal sur :

- tout projet de délégation de service public, avant que le conseil municipal ne se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;
- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
- tout projet de partenariat avant que le conseil municipal ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;
- tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Le président de la commission consultative des services publics locaux présente au conseil municipal, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Dans les conditions qu'ils fixent, le conseil municipal peut charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités.

Les travaux de la commission donnent lieu chaque année à l'élaboration d'un rapport qui est transmis au maire et communiqué par celui-ci aux membres de la commission ainsi qu'au conseil municipal.

Les rapports remis par les commissions consultatives des services publics locaux ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

ARTICLE V – 4 – COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITE

Conformément à l'article L. 2143-3 du code général des collectivités territoriales, il est créé une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées composée notamment des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées.

Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Le rapport présenté au conseil municipal est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil général, au conseil départemental consultatif des personnes handicapées, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Le maire préside la commission et arrête la liste de ses membres.

ARTICLE V – 5 – MISSIONS D'INFORMATION ET D'EVALUATION

Conformément à l'article L. 2121-22-1 du code général des collectivités territoriales, dans les communes de 50 000 habitants, le conseil municipal, lorsqu'un sixième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communal ou de procéder à l'évaluation d'un service communal. Un même conseiller municipal ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.

Aucune mission ne peut être créée à partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement général des conseils municipaux.

Le règlement intérieur fixe les règles de présentation et d'examen de la demande de constitution de la mission, ses modalités de fonctionnement, les modalités de sa composition dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, de la durée de la mission, qui ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée, ainsi que les conditions dans lesquelles elle remet son rapport aux membres du conseil municipal.

Il appartient au conseil municipal une fois saisi de se prononcer sur l'opportunité de la création de la mission d'information et d'évaluation.

La composition des membres de la mission d'information et d'évaluation doit respecter le principe de la représentation proportionnelle. La mission sera composée de 12 membres.

La mission d'information et d'évaluation peut également inviter à participer, avec voix consultative, des personnes qualifiées, extérieures au conseil municipal dont l'audition lui paraît utile.

Les rapports remis par la mission d'information et d'évaluation ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

ARTICLE V - 6 – CONSEILS DE QUARTIER OU CONSEILS CITOYEN

Conformément à l'article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales, dans les communes de 80 000 habitants et plus, ainsi que dans celles dont la population est comprise entre 20 000 et 79 999 habitants, le conseil municipal fixe le périmètre de chacun des quartiers constituant la commune. Chacun d'eux est doté d'un conseil de quartier.

Il appartient au conseil municipal de fixer librement la dénomination, la composition et les modalités de fonctionnement du conseil de quartier et de déterminer, par délibération, le périmètre de chacun des quartiers constituant la commune.

Les conseils de quartier peuvent être consultés par le maire et peuvent lui faire des propositions sur toute question concernant le quartier ou la ville. Le maire peut les associer à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des actions intéressant le quartier, en particulier celles menées au titre de la politique de la ville.

Le conseil municipal peut affecter aux conseils de quartier un local et leur allouer chaque année des crédits pour leur fonctionnement.

Les conseils de quartier ont un rôle consultatif et d'initiative sans pouvoir de décision. Les avis émis ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

Dans chaque commune soumise à l'obligation de création d'un conseil de quartier, le maire peut décider que le conseil citoyen, prévu à l'article 7 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, se substitue au conseil de quartier.

En application de l'article L. 2122-2-1 du code général des collectivités territoriales, La limite traditionnelle du nombre d'adjoints (30% de l'effectif maximum du conseil municipal) peut donner lieu à dépassement en vue de la création de postes d'adjoints chargés principalement d'un ou plusieurs quartiers, sans que le nombre de ces derniers ne puisse excéder 10% de l'effectif du conseil.

L'adjoint chargé de quartier connaît de toute question intéressant à titre principal le ou les quartiers dont il a la charge. Il veille à l'information des habitants et favorise leur participation à la vie du quartier.

ARTICLE V - 7 – COMITES CONSULTATIFS

Conformément à l'article L. 2143-2 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales. Sur proposition du maire, il en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours.

Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal, désigné par le maire.

Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués.

La composition et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixées par délibération du conseil municipal.

Chaque comité, présidé par un membre du conseil municipal désigné parmi ses membres, est composé d'élus et de personnalités extérieures à l'assemblée communale et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

CHAPITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE VI - 1 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX

Aux termes de l'article L. 2121-27 du code général des collectivités territoriales, dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun.

Dans les communes de 10 000 habitants et plus, les conseillers municipaux concernés peuvent, à leur demande, disposer d'un local administratif permanent.

Les modalités d'aménagement et d'utilisation du local commun mis à la disposition des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale, sont fixées d'un commun accord. En l'absence d'accord, le maire procède à cette répartition en fonction de l'importance des groupes et arrête les conditions de cette mise à disposition.

Dans la mesure du possible, un local dédié à chaque groupe sera mis à disposition.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

ARTICLE VI - 2 – BULLETIN D'INFORMATION GENERALE

Aux termes de l'article L. 2121-27-1 du code général des collectivités territoriales, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale.

Cette disposition ne rend pas obligatoire l'organisation d'une information générale sur l'activité de la collectivité locale ; elle ne s'applique que lorsque celle-ci existe.

Aussi, dès lors que la commune diffuse un bulletin d'information générale, il doit être satisfait à cette obligation. La répartition de l'espace d'expression réservé aux conseillers n'appartenant pas à la majorité est fixée par le conseil municipal.

A ce titre, l'expression de chaque groupe doit correspondre à 2300 signets maximum, espaces compris, avec une tolérance de dépassement maximal de 10%, et doit être envoyé avant le 22 de chaque mois, pour une publication dans le bulletin municipal.

Sur le site internet de la Ville, un espace équivalent est réservé, chaque mois, à l'expression de chaque groupe qui doit fournir son texte avant la fin du mois.

ARTICLE VI – 3 – DESIGNATION DES DELEGUES DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS

Conformément à l'article L. 2121-33 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes.

La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes. L'élection d'un maire n'entraîne pas, pour le conseil municipal, l'obligation de procéder à une nouvelle désignation des délégués dans les organismes extérieurs.

ARTICLE VI - 4 – RETRAIT D'UNE DELEGATION A UN ADJOINT

Conformément à l'article L. 2122-18 alinéa 3 du code général des collectivités territoriales, lorsque le maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.

Un adjoint, privé de délégation par le maire et non maintenu dans ses fonctions d'adjoint (officier d'état civil et officier de police judiciaire) par le conseil municipal, redevient simple conseiller municipal.

Le conseil municipal peut décider que l'adjoint nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau.

ARTICLE VI - 5 – CONFERENCE DES PRESIDENTS

Au sein du Conseil Municipal, il est créé une conférence des présidents composée du Maire ou de son représentant et des présidents des groupes régulièrement constitués ou de leur mandataire.

La conférence des présidents est convoquée et présidée par le Maire ou son représentant. Elle est consultée sur l'ordre du jour et l'organisation des débats. Elle est consultée, sauf cas de force majeure, sur les convocations en urgence du Conseil Municipal.

ARTICLE VI - 6 – MODIFICATION DU REGLEMENT

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

ARTICLE VI - 7 – APPLICATION DU REGLEMENT

Le présent règlement est applicable au conseil municipal de Grasse, dès son adoption. Il devra être adopté à chaque renouvellement du Conseil Municipal dans les six mois qui suivent son installation.

Fait à GRASSE, le